

## Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, il peut être alloué à l'occasion de l'élection des membres de l'assemblée de Corse une indemnité de 0,63 F par centaine d'électeurs inscrits au secrétaire de la commission de propagande et au secrétaire de la commission de contrôle des opérations de vote et de recensement.

Art. 2. — L'indemnité perçue par chaque agent en application de l'article précédent ne peut excéder 2 340 F.

Art. 3. — Le cumul de cette indemnité avec une autre rémunération pour travaux supplémentaires effectués à l'occasion de la même élection n'est autorisé que dans la limite du plafond fixé à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation et le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances (budget) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1982.

*Le ministre d'Etat,  
ministre de l'intérieur et de la décentralisation,  
GASTON DEFFERRE.*

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie  
et des finances, chargé du budget,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du budget,  
J. CHOUSAT.*

## Administration préfectorale.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, en date du 25 octobre 1982, M. Petraz (Louis), sous-préfet hors classe, chargé de mission auprès du commissaire de la République du département du Morbihan, qui atteindra sa limite d'âge le 13 avril 1983, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 14 avril 1983.

## Corps autonomes.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, en date du 11 octobre 1982, M. Espinasse (Maurice), chef de division de classe exceptionnelle, 2<sup>e</sup> échelon, de la France d'outre-mer (corps autonome), qui atteindra sa limite d'âge d'emploi le 26 février 1983, sera admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 27 février 1983.

## MINISTRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE

## Emploi des bouteilles forgées de construction ancienne.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie,

Vu le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1981 relatif à l'emploi de bouteilles forgées de construction ancienne ;

Vu l'avis en date du 18 octobre 1982 de la commission centrale des appareils à pression (section permanente) ;

Après consultation de la Société métallurgique de Gerzat, à Gerzat (Puy-de-Dôme) ;

Sur la proposition du directeur de la qualité et de la sécurité industrielles,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'arrêté du 27 janvier 1981 susvisé est complété par un article 6 bis ainsi conçu :

## Article 6 bis.

Est interdit le remplissage des bouteilles en alliage d'aluminium non frettées dont la première épreuve est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1956 lorsqu'elles entrent dans l'une des catégories suivantes :

- a) Bouteilles de diamètre extérieur nominal supérieur à 145 mm ;
- b) Bouteilles de diamètre extérieur nominal au plus égal à 145 mm dont la pression d'épreuve est égale à 300 bars.

Art. 2. — Le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1982.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'industrie :  
*Le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles,  
D. COTON.*

## Appareils à pression de vapeur à haute température.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie,

Vu le décret du 2 avril 1926 modifié portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux, notamment son article 37 ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1978 modifié portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression ;

Vu l'avis en date du 30 septembre 1982 de la commission centrale des appareils à pression ;

Sur la proposition du directeur de la qualité et de la sécurité industrielles,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont admis aux dispositions de l'article 2 ci-après les appareils à pression de vapeur soumis, en raison de leurs caractéristiques de volume et de pression de service, aux dispositions du décret du 2 avril 1926 susvisé, constitués pour l'essentiel de tubes et de coudes placés dans un four à flamme et dont le timbre est au plus égal à 10 bars et la température maximale en service au moins égale à 700 °C.

Art. 2. — Ne sont pas applicables aux appareils définis à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus les articles 5 (alinéas 1 à 3), 11 (troisième alinéa) et 39 du décret précité et l'arrêté du 24 mars 1978 susvisé, lorsque ces appareils satisfont aux conditions suivantes :

1° Chaque partie d'appareil dont la température de calcul est distincte de celle des parties attenantes subit l'épreuve à une pression au moins égale au produit du double de sa pression de calcul par un coefficient égal au rapport des valeurs de la résistance à la traction respectivement à la température de l'épreuve et à la température maximale en service ;

2° L'ensemble de l'appareil subit l'épreuve à une pression au moins égale à la plus faible des pressions d'épreuve de ses parties constitutives.

Art. 3. — L'article 5 (1<sup>er</sup> alinéa, 2°) du décret du 2 avril 1926 et l'article 15 (§ 1<sup>er</sup>, b) de l'arrêté du 24 mars 1978 précité ne sont pas applicables à la réparation des appareils définis à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus lorsque les parties nouvellement mises en place satisfont à la condition 1° de l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1982.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'industrie :  
*Le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles,  
D. COTON.*

## Conditions d'utilisation des bouteilles à gaz de pétrole liquéfiés.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie,

Vu le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz, notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 1981 relatif aux conditions d'utilisation des bouteilles à gaz de pétrole liquéfiés ;

Vu l'avis de la commission centrale des appareils à pression en date du 30 septembre 1982 ;

Sur la proposition du directeur de la qualité et de la sécurité industrielles,